

Après les prolétariats grec, espagnol, portugais, etc. c'est au tour du prolétariat français d'essayer une offensive brutale contre ses conditions d'existence et ses acquis

Destruction de la Sécurité sociale via la « TVA sociale », destruction du code du travail, attaque frontale contre le corps enseignant...

PRENANT APPUI SUR LA COOPÉRATION DES DIRECTIONS SYNDICALES VIA LEUR PARTICIPATION AU « SOMMET SOCIAL », LE GOUVERNEMENT SARKOZY ENGAGE UNE VIOLENTE AGRESSION ANTI-OUVRIÈRE

Il faut combattre :

● POUR LA RUPTURE DES DIRECTIONS SYNDICALES AVEC LE GOUVERNEMENT

● POUR LE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS DU MOUVEMENT OUVRIER (SYNDICATS ET PARTIS) POUR DÉFAIRE ET CHASSER LE GOUVERNEMENT SARKOZY-FILLON

Sarkozy lors de ses vœux a donné le signal de l'offensive générale contre le prolétariat...

Lors de ses « vœux », Sarkozy a annoncé la détermination du gouvernement de mettre en œuvre sans tarder la « TVA sociale ». Il a annoncé que tel était le but principal du « sommet social » du 18 janvier avec les dirigeants syndicaux. On a appris depuis qu'une loi serait présentée au Parlement dès février.

Il ne s'agit pas d'une attaque de plus, d'une attaque parmi tant d'autres, mais d'une attaque contre les fondements même de la Sécurité sociale. L'enjeu est de basculer sur la TVA (et éventuellement la CSG) entre 30 et 90 milliards de cotisations patronales, de faire payer aux travailleurs ces cotisations qui constituaient un « salaire différé » - salaire qui n'était pas perçu directement par chaque salarié mais de manière différée, sous forme de soins, d'allocations familiales, de retraite. Il s'agit à la fois de liquider cette conquête ouvrière fondamentale qu'est la Sécurité sociale et d'augmenter brutalement le taux d'exploitation des travailleurs de ce pays. Ajoutons que la fiscalisation de ce qu'on ne pourra plus alors appeler Sécurité sociale offre toute possibilité d'utiliser ensuite ces ressources fiscales à de toutes autres fins que la santé, les retraites, les allocations familiales, etc., puisque l'impôt n'est pas pré affecté. C'est ce qui s'est passé en Allemagne, où la « TVA sociale » a finalement servi... au désendettement de l'Etat ! Il suffira pour cela de fusionner le budget de l'Etat et celui de la Sécurité sociale – vieux projet de la bourgeoisie – et le tour sera joué !

La TVA sociale est la pièce maîtresse de l'édifice d'une offensive qui en comprend d'autres et non des moindres. Ainsi, le ministre Bertrand a annoncé qu'il s'agissait de promouvoir des « accords compétitivité emploi ».

La dénomination elle-même vaut programme, puisqu'il s'agit explicitement de soumettre l'emploi à la compétitivité de l'entreprise, donc de subordonner le droit au travail à la capacité du patron de réaliser un profit suffisant pour que l'entreprise soit jugée rentable. Mais en réalité, la mise en œuvre de tels accords suppose – comme le dit par exemple

dans *Les Echos* l'économiste Jacques Freyssinet – la liquidation de la définition de la durée légale du temps de travail. La durée du travail dépendra – et avec elle, le salaire – du carnet de commande de l'entreprise. Le système indemnitaire du chômage partiel, frein au demeurant bien limité à la brutale perte de salaire du travailleur mis dans cette situation, serait liquidé ou tout du moins réduit à sa plus simple expression au nom de la « garantie » pour le travailleur de conserver son emploi... pendant un certain temps : autrement dit ... sans aucune garantie. Dans le même sens, la proposition de Bertrand d'un CDI pour les travailleurs intérimaires – qui, par définition, ne travaillent pas en continu – signifie la « réforme » du CDI, impliquant que celui-ci puisse permettre au patron de licencier le travailleur pour une période plus ou moins longue – autrement dit, qu'il n'y ait en réalité plus de CDI.

Sarkozy a également indiqué ses objectifs pour l'enseignement : liquider les décrets de 1950 qui régissent leur statut – en commençant par l'adoption d'un décret portant sur leur « évaluation » (voir article sur l'enseignement dans ce numéro) ; soumettre à l'« alternance » tous les élèves de l'enseignement technologique et professionnel, autrement dit fournir au patronat une main-d'œuvre de milliers et de milliers de jeunes tout en supprimant massivement heures d'enseignement et postes par milliers.

Il faut ajouter à cette panoplie la sinistre politique promue au compte du gouvernement par Guéant contre les travailleurs et la jeunesse immigrés, application directe du programme du Front National. Cela va de la circulaire Guéant, interdisant aux étudiants étrangers diplômés de travailler en France, aux augmentations massives des taxes. Ainsi, la taxe pour le renouvellement d'un titre de séjour étudiant était comprise entre 55 et 70 euros ; depuis le 1^{er} janvier, elle varie entre 200 et 385 euros. De plus, une nouvelle contribution de 110 euros est exigée, payable dès le dépôt de la demande, et non remboursable même en cas

de refus. Le ministre de l'intérieur se vante d'un bilan record d'expulsions. Au-delà du nombre (33 000), c'est l'expression d'une politique de harcèlement systématique

qui vise à précariser, et donc rendre exploitable à merci, toute une couche de travailleurs issue de l'immigration.

...après deux plans d'austérité qui allaient crescendo contre les travailleurs

Ainsi, le gouvernement passe brutalement la vitesse supérieure dans la guerre de classe qu'il mène contre le prolétariat. Certes, les deux plans successifs empilés par le gouvernement depuis septembre n'étaient pas négligeables. Mais le plan adopté au sortir de l'été n'était pas à la hauteur des exigences du capital, même si la mesure d'augmentation des cotisations des mutuelles santé était tout sauf anodine. Le plan suivant taillait plus profondément dans la chair du prolétariat. L'augmentation de la TVA de 5,5 à 7% sur des biens et services d'usage courant pour les familles populaires, l'accélération de la contre-réforme des retraites, les réductions sur un certain nombre d'allocations – allocations familiales notamment – l'extension de l'impôt sur le revenu à des couches populaires qui jusqu'alors y échappaient (via le gel du plafond de ressources en dessous duquel on en était exonéré) : tout cela frappe durement les travailleurs de ce pays. Il faut ajouter : l'établissement d'un « jour de carence » – jour de congé de maladie non payé pour les travailleurs du secteur public et nationalisé – représente une violente régression sociale (les travailleurs du métro, par exemple, bénéficiaient du paiement dès le premier jour de congé de maladie depuis 111 ans !)

Mais si brutales que soient ces mesures, elles ne frappent encore qu'à la marge. Peut-être le gouvernement envisageait-il d'ailleurs initialement de reporter au-delà des élections des mesures plus radicales, visant non plus à écorner, mais à détruire totalement un certain nombre de conquêtes et garanties ouvrières.

Mais il a pu et dû accélérer le pas.

Il a pu le faire grâce à la complicité immédiatement obtenue des directions syndicales. On verra à travers l'expérience de ce qui se passe dans l'enseignement que dès que les directions syndicales réalisent le Front Unique pour le retrait des projets gouvernementaux, dès qu'elles refusent – même de manière limitée et fragile – de collaborer totalement via la concertation, le gouvernement est en difficulté. Mais s'agissant de la TVA sociale, le gouvernement ne connaît pour l'instant aucune de ces difficultés. Car unanimement, les directions syndicales ont décidé de participer au sommet social du 18 janvier qu'elles préparent déjà activement via des rencontres quotidiennes au ministère du travail. Une telle participation constitue une véritable trahison des intérêts ouvriers.

Thibault, Mailly (sans parler de Chérèque) : comme un seul homme au « sommet social »...

Chacune y prend sa place avec son propre langage, ses propres phrases. Passons vite sur Chérèque – la CFDT étant, par son origine, la CFTC, une organisation étrangère au mouvement ouvrier (il est vrai qu'elle ne se réfère plus, dans son statut, à l'encyclique *Rerum Novarum* mais, plus œcuménique que sa matrice, « *aux différentes formes de l'humanisme, dont l'humanisme chrétien* » !), n'a en réalité de syndicat que le nom. Chérèque se félicite de ce sommet dont il se plaint qu'il ait quatre mois de retard. Il l'a d'ailleurs activement préparé en compagnie de Parisot lors d'un colloque où celle-ci déclarait tout de go : « *Je suis impressionnée par le nombre de points communs que nous avons* ». Sans commentaire !

L'appareil FO n'est pas en reste. Mailly fut le premier à annoncer sa présence au dit sommet au nom des « *traditions républicaines* ». On voit donc de quelle « république » il s'agit : une république bourgeoise. Mais il est vrai que Mailly avait bien préparé le terrain lui aussi, à travers le rôle éminent qu'il avait joué dans l'élaboration, à l'occasion du G20, de la déclaration commune B 20/L 20 (B pour *Business* ; L pour *Labour*). Par cette déclaration, patrons et bureaucrates syndicaux s'adressaient en commun aux dirigeants du G20 pour les enjoindre de prendre des décisions politiques « favorables à l'entreprise » et incluant « un socle minimum de protection sociale ». En effet, le sommet social met à l'ordre du jour un socle de protection sociale tout à fait... minimum.

Quant à la direction de la CGT, elle « critique » à l'occasion les projets gouvernementaux. Notons quand même que – tout comme celle de FO d'ailleurs – elle ne dit mot depuis

des semaines du fait que la TVA sociale est d'abord une mesure de destruction de la Sécurité sociale. Les dirigeants CGT ont fait aussi quelques phrases dénonçant le principe de « *l'accord compétitivité-emploi* ». Mais, par ailleurs, les positions de l'appareil CGT ouvrent largement la porte aux projets gouvernementaux. Sous couvert de « taxer les profits », la direction de la CGT ouvre la voie à la fiscalisation de la Sécurité sociale. Et sa proposition d'une « fusion des dispositifs du chômage partiel » ouvre la voie au gouvernement, ce dont Bertrand n'a pas manqué de se féliciter. Mais surtout, après un bref moment d'hésitation, la direction de la CGT a décidé d'être présente au sommet social ; et c'est là pour le gouvernement l'essentiel !

La direction de la CGT promet par ailleurs de faire du 18 janvier une journée de lutte... de la même veine que le 13 décembre. En matière de mascarade, il sera difficile de faire mieux que le 13 décembre. Cette « journée d'action » – sans grève – savamment convoquée après que, par morceaux, fut adoptée l'intégralité du plan Sarkozy-Fillon, excluant de la manière la plus nette toute formulation de retrait du plan Sarkozy-Fillon, a vu quelques milliers de permanents et semi-permanents syndicaux – mais pas un travailleur du rang – aux abords de l'Assemblée nationale. Et Thibault comme Chérèque de disserter sur la « lassitude » des travailleurs pour expliquer la maigreur des troupes rassemblées. Comment ne pas parler d'une entreprise délibérée de démoralisation des travailleurs ? Et c'est cela que les dirigeants CGT s'appêtent à organiser à nouveau le 18 janvier !

... après avoir trahi les agents de sécurité des aéroports qui avaient engagé le combat pour les salaires

La participation des dirigeants syndicaux au sommet social se situe dans la continuité de toute leur orientation récente, en particulier par rapport à la grève des agents de sécurité des aéroports. Cette grève à Roissy et Satolas, notamment, a constitué une véritable tentative pour arracher des augmentations de salaire. Mais elle s'est terminée par une défaite. Sur le plan revendicatif, les travailleurs ont dû se contenter d'une prime de 1000 euros annuels (dont d'ailleurs 750 seulement sont fixes, le reste étant soumis à l'appréciation de la productivité) – une prime et non une augmentation de salaires. Mais surtout, le gouvernement s'en est saisi pour préparer, via une loi à l'ordre du jour du Parlement à la fin du mois de janvier, une violente offensive anti-grève dans les transports. Il est tout à fait clair que le gouvernement a voulu faire un exemple.

A vrai dire, les agents de sécurité ont été défaits parce qu'ils ont été trahis. Notons déjà qu'au niveau des directions syndicales des agents eux-mêmes, à aucun moment n'a été donné l'ordre de grève clair de tous les agents de sécurité des aéroports français. Mais surtout, à partir du moment où les directions syndicales laissaient les flics remplacer les agents de sécurité sans bouger le petit doigt, l'affaire était

entendue. Ainsi a-t-on pu voir une brochette de ministres, suite à l'intervention de Sarkozy, se pavaner dans les aéroports sous la protection des flics. La responsabilité des directions syndicales était claire : celle de l'appel à la grève générale de tous les travailleurs des aéroports sur l'objectif dehors les flics ! En lieu et place, on a eu droit à cette stupéfiante déclaration de Thibault et de l'appareil dirigeant de la CGT : « *Cette intervention n'est ni légitime, ni durable* ». « Ni durable »... Thibault pose à nouveau en conseiller de Sarkozy sur la meilleure façon... d'arrêter la grève. Puis, enfonçant le clou : « *Avant de s'en prendre au droit de grève, il faut négocier sur les revendications* ». Et donc après avoir « *négocié sur les revendications* »... La petite manifestation dérisoire initiée par le PCF, le NPA, LO (avec Buffet, Besancenot, Arthaud) ne constituait qu'une honteuse couverture de la capitulation des directions syndicales. Quant au projet de loi limitant le droit de grève dans les transports, on apprend que les directions syndicales, en particulier celles des personnels navigants,... ont lancé un préavis de grève qui prend effet... huit jours après la date prévue du vote au Parlement !

... et participé à la concertation visant à la liquidation du statut des cheminots

Il est vrai que, en matière de dispositif anti-grève dans les transports, le gouvernement peut s'appuyer largement sur les dispositifs d'« alarme sociale » à la RATP, de « service minimum » à la SNCF, à chaque fois adoptés en concertation avec les appareils syndicaux. A la SNCF, justement, la concertation est en train de produire ses effets en termes de liquidation du statut. Après s'être livrées à la comédie du préavis bidon de grève bidon pour les week-ends de décembre, préavis promptement retiré, les fédérations syndicales CGT et UNSA notamment se sont fendues, avant les fêtes de fin d'année, d'un stupéfiant communiqué selon lequel elles assignaient aux cheminots la

tâche de « *relever le défi du changement horaire* » prévu par la direction de la SNCF. Un train peut en cacher un autre. Et le changement essentiel, c'est l'apparition de trains affrétés par des compagnies privées à l'orée de 2012. Le gouvernement et la direction de la SNCF en profitent pour tenter de porter un coup décisif au statut des cheminots de la SNCF. Au travers de l'élaboration d'une convention collective à tous les travailleurs du rail (de la SNCF comme des compagnies privées), c'est bien de cela qu'il s'agissait lors des « assises du ferroviaire » qui se sont tenu sous la houlette de Kosciusko-Morizet, ministre des transports.

Le gouvernement harcelé par l'impressionnante débandade de l'économie française et par sa place sur le marché mondial

Ainsi, c'est la position des directions syndicales qui rend possible l'offensive du gouvernement. Par ailleurs, du point de vue des intérêts du capital, la situation économique du capitalisme français la rend absolument nécessaire.

« *Tous les composants de l'économie (française) sont en mauvaise posture* » indique *Le Monde* du 6 décembre. On ne saurait mieux résumer la situation. On en finirait plus d'énumérer les camouflets reçus sur le marché mondial par les capitalistes français, et d'abord dans les quelques secteurs subsistant où, bon an, mal an, ils avaient réussi jusqu'à présent à préserver des positions sur le marché mondial. Ainsi de l'industrie d'armement. Brésil, Arabie Saoudite : tous les marchés espérés pour le Rafale se sont évanouis, sauf le « marché captif » offert à Dassault par l'armée française. Areva est touché de plein fouet par la décision allemande sur le nucléaire, alors même qu'il avait les plus grandes difficultés à vendre son EPR. Les résultats de l'industrie automobile française de 2011 sont accablants. Dans un marché qui s'est contracté, la chute des ventes de PSA, comme celle de Renault, contraste avec le fait que malgré la réduction du marché, Volkswagen voit ses ventes

augmenter. La dévalorisation boursière massive des entreprises françaises ne fait qu'exprimer la dégradation de leur position sur le marché mondial qui s'exprime dans les chiffres du déficit du commerce extérieur : « *La santé du commerce extérieur français a de quoi inquiéter : le déficit cumulé sur les 10 premiers mois de l'année d'élève à -71,555 milliards d'euros, soit plus de 20 milliards d'euros de plus que sur toute l'année 2010.* » indique *Le Figaro* du 7 décembre.

Du côté des banques et des compagnies d'assurances, la situation n'est pas plus reluisante. En dépit des rodomontades du gouvernement et des dirigeants des banques eux-mêmes, le Crédit Agricole, la Société Générale, BNP Paribas sont dans une situation critique, accablés par leur exposition aux obligations d'Etat notamment. En dépit des dénégations répétées, le renflouement massif par l'Etat n'est nullement exclu. L'impérialisme allemand quant à lui l'a indiqué sans ambages à Sarkozy : ni par le biais du FESF (Font européen de stabilité financière), ni par le rachat massif des obligations d'Etat par la BCE, il ne paiera pour sauver les

banques françaises. Quant à Dexia, il a bien fallu, en même temps qu'un versement de 6 milliards d'euros, se résigner à son démantèlement. Ce qui d'ailleurs ne résout pas le problème du refinancement de la dette des collectivités territoriales. Les régions, les municipalités, mais aussi les hôpitaux sont sous la menace d'une véritable faillite.

L'augmentation du « *spread* » (écart entre les taux d'intérêt sur les obligations d'Etat) entre la France et l'Allemagne, la dégradation programmée de la « note » française par les agences de notation manifestent cette détérioration accélérée de la situation économique.

La conséquence politique de cette situation est que la fiction du « couple franco-allemand » ne peut plus longtemps être maintenue. L'impérialisme français doit se résigner à ce que son statut politique soit à la mesure de sa débilité économique. C'est du reste la leçon des différents « sommets européens » des dernières semaines, où l'impérialisme allemand a, en tout point, imposé ses vues. Les récriminations cocardières et réactionnaires des Montebourg et autres Mélenchon ne peuvent rien y changer. Mais il y a aussi une conséquence pour les masses. La plus évidente est l'augmentation sans précédent du chômage. « **Le nombre de chômeurs en France en novembre 2011 a encore fortement progressé.** La hausse atteint 51 800 personnes sur le mois pour les catégories ABC, soit une hausse de +1,2 % par rapport à octobre. Il s'agit de la

hausse la plus forte observée depuis septembre 2009. En variation sur un an, la hausse est de 5,6 %, la plus forte depuis fin 2010. Pour la **catégorie A – le cœur du chômage – la hausse atteint 1,1 %** sur le mois (+29 900 chômeurs). » (Source Géocodia). Le pouvoir d'achat est officiellement en baisse et les chiffres officiels, confondant sous le vocable des « ménages » toutes les classes sociales, masque l'importance de cette baisse pour la classe ouvrière. Mais ce n'est rien à côté de ce qui s'annonce. Tous les secteurs ou presque annoncent des licenciements massifs en 2012 : bâtiment, distribution, etc. Les effets des plans de suppressions d'emplois sont encore à venir (PSA, Areva, la plupart des grandes banques et compagnies d'assurance – comme Groupama). Sans compter les effets des suppressions de postes massives dans la Fonction publique. De même, les effets de l'augmentation de la TVA – en particulier dans les transports, les médicaments, la restauration – sont à venir. Déjà, s'annonce l'augmentation de 4,4% du gaz, etc.

Le sommet social dont Sarkozy dit lui-même qu'il vise à étudier « *sans tabou* » les mesures visant à améliorer « *la compétitivité de nos entreprises* » vise donc sans ambiguïté aucune à faire baisser par tous les moyens la valeur de la force de travail. Et c'est bien à cette entreprise à laquelle, par leur participation, les directions syndicales ont décidé de s'associer !

Marche accélérée à la dépression à l'échelle mondiale

La dégradation de la situation propre du capitalisme français s'accroît d'autant plus qu'à l'échelle mondiale, s'aggrave brutalement la crise profonde dans laquelle a sombré le mode de production capitaliste, de manière ouverte depuis 2008. Car celle-ci aiguise les rivalités entre puissances impérialistes, rend plus féroce le combat pour les parts d'un marché qui tend à se rétrécir.

De sommets en sommets, de plans en plans toujours plus violents contre les masses, la situation ne cesse d'empirer, la crise de se généraliser, l'impuissance des gouvernements des puissances impérialistes à la juguler d'apparaître au grand jour. Chaque nouveau pronostic des « experts » de l'OCDE, du FMI est plus pessimiste que le précédent. D'ores et déjà, la partie méridionale de l'Europe – rejointe par la France - est en récession, récession sévère dans certains cas comme en Grèce. L'Allemagne elle-même a vu sa croissance s'interrompre brutalement et n'a pu trouver preneur pour les 6 milliards d'euros qu'elle cherchait sur le marché pour financer sa dette.

Le dernier numéro de *Combattre pour le Socialisme* l'a longuement expliqué. La crise de la dette n'est que le symptôme - réel - d'une crise plus profonde, celle du système capitaliste qui, pendant des décennies, a tenté de conjurer par le crédit le mal qui le ronge chroniquement : la crise de surproduction. La dette n'en est pas moins pour l'économie capitaliste un problème très sérieux à partir du moment où il apparaît qu'elle ne pourra plus être remboursée ou qu'elle risque de ne plus pouvoir l'être. Dès lors, la dette engendre la dette. Le risque de ne pas être remboursé est monnayé par les créanciers sous la forme de l'augmentation des taux d'intérêts - ainsi le veut le capital bancaire ; et l'augmentation des taux d'intérêts augmente à nouveau la dette dans un cercle sans fin. Les mesures drastiques prises contre les masses, réduisant brutalement

leur pouvoir de consommation, ne font qu'accroître la récession ; laquelle récession réduit les moyens dont disposent les Etats pour payer la dette et derechef contribue à une nouvelle augmentation de la dette.

L'accumulation de dettes irrécouvrables – dettes d'Etat, dettes des collectivités territoriales, mais aussi dettes des particuliers dans l'incapacité de rembourser les prêts immobiliers par exemple – met les banques au bord de la faillite. Le renflouement des dites banques ou compagnies d'assurance – Freddy Mae et Fanny Mac aux USA, Dexia en France et en Belgique, les caisses d'épargne en Espagne, pour ne citer que quelques exemples – par des gouvernements qui n'ont rien à refuser aux banquiers ont pour conséquence... à nouveau une augmentation des dettes d'Etat.

Ainsi la spirale de la dette et de la récession entraîne l'économie capitaliste vers l'abîme. La crise s'est d'abord propagée de manière inégale. Mais l'existence du marché mondial, par lequel l'état de l'économie de chaque pays dépend de l'état d'ensemble, devait fatalement conduire à une extension à l'échelle de la planète. Nous y sommes. Après la brutale interruption de la croissance allemande, la même tendance se manifeste dans les pays dits « émergents ».

L'Argentine, un temps dopée par l'augmentation – dont la base essentielle était la spéculation – des matières premières agricoles, entre en crise et le gouvernement Kirchner vient d'adopter en conséquence de brutales mesures contre les masses. La croissance brésilienne a stoppé net au troisième trimestre 2011, la production industrielle reculant ainsi que l'investissement.

Le Brésil dessine l'avenir de la Chine. *Le Monde* du 6 décembre nous apprend qu'en novembre « *la production industrielle a chuté à son niveau le plus bas depuis 32 mois.*

La banque centrale chinoise a reconnu, le 2 décembre, que le marché immobilier a franchi un « tournant » caractérisé par une baisse des prix, des volumes d'échange et des investissements dans un secteur qui draine directement 13% de l'économie. ». Toutes les conditions sont réunies en Chine pour un véritable cataclysme économique. Le retournement du marché immobilier ne peut qu'entraîner, à terme, l'effondrement du système bancaire d'ores et déjà miné par les créances douteuses. Désormais, les usines ferment et licencient en masse dans les régions côtières

pour aller s'implanter à l'intérieur, où les salaires, déjà misérables sur la côte, sont moitié moindres, au-dessous de 100 euros par mois. Loin de constituer un recours contre la crise mondiale, la Chine risque fort de constituer l'épicentre d'une secousse plus violente encore que celles qui se sont succédé depuis 2008. Et la question qui est posée est celle, au-delà de l'extension de la récession, d'un saut qualitatif de la crise : vers un véritable effondrement égalant et dépassant le précédent de la crise des années 30.

Une impuissance patente de la bourgeoisie à juguler la crise

Tant à l'échelle de l'Europe qu'à l'échelle mondiale, et quoique les « sommets » se succèdent à une vitesse accélérée, l'impuissance des gouvernements des grandes puissances impérialistes s'étale au grand jour. Dans les pays d'Europe du Sud – l'épicentre de la « crise de la dette » – les dirigeants de l'UE, du FMI ont poussé à la constitution de gouvernements exprimant le plus directement les exigences du capital financier. En Grèce, après la pantalonnade du « référendum », Papandréou, dirigeant du PASOK, a lui-même remis le pouvoir à un « expert » (Papademos, un homme de Goldman Sachs – grand maître... du maquillage de la dette grecque, maquillage qui avait permis l'entrée de la Grèce dans la zone euro !). En Italie, la bourgeoisie s'est débarrassée de l'encombrant Berlusconi au profit de Monti, un autre « expert » de la même cuvée, dont le gouvernement a été porté sur les fonts baptismaux par la quasi-unanimité des partis italiens (au premier rang desquels le PD, parti bourgeois issu de la liquidation par leurs dirigeants des partis italiens d'origine ouvrière). En Espagne, où le PSOE a lui-même décidé de précipiter l'heure de sa défaite et de son départ, Rajoy a choisi comme ministre de l'économie un ancien de... Lehman Brothers. Ainsi les responsables directs de la crise, les gangsters, arnaqueurs et alchimistes des subprimes en 2008 se trouvent mis directement aux commandes des gouvernements !

Et ce sont ces gouvernements qui mettent en place les plans d'austérité toujours plus violents contre les masses : contre-réforme des retraites, suppression de centaines de milliers de postes de fonctionnaires (Rajoy a annoncé en Espagne l'arrêt total du recrutement des fonctionnaires), liquidation du code du travail et des conventions collectives, baisse brutale et nominale des salaires (le gouvernement Papademos vient de sommer les directions syndicales grecques d'adopter en accord avec le patronat une diminution du déjà misérable SMIC grec), augmentation du temps de travail, etc.

On le voit, il y a un point sur lequel tous les gouvernements bourgeois sont unanimes : la nécessité de frapper sans relâche le prolétariat au nom de la lutte contre les déficits. C'est d'ailleurs le seul point sur lequel en réalité sont tombés d'accord les impérialismes français et allemand, et à leur suite les 26 pays d'Europe, à travers le projet de réforme du traité européen visant à introduire partout la « règle d'or » dans les budgets (imposant partout des budgets en équilibre).

Mais rien n'y fait. « *Les marchés désavouent l'accord de Bruxelles* » titre *Le Monde* du 16 décembre. Les taux d'intérêt sur les obligations d'Etat continuent à se situer à

un niveau insoutenable en Grèce, en Italie, en Espagne. L'exposition des banques – en premier lieu des banques françaises – à ces obligations fait peser sur elles la menace d'une faillite et par conséquent entraîne une brutale dévalorisation boursière (elle dépasse 50% sur l'année 2011 pour les grandes banques françaises). Des milliards d'euros doivent à nouveau être déversés pour recapitaliser les banques. Cela a commencé avec Dexia pour la Belgique et la France ; avec la banque de Valence en Espagne. Demain ce sera la Commerzbank en Allemagne.

Dans la situation présente, prévaut le « sauve qui peut » général. Les banques se sont délestées autant que faire se peut de leurs obligations d'Etat, accélérant la dévalorisation de celles-ci. Dans le but notamment d'enrayer ce mouvement, la BCE a ouvert le crédit aux mêmes banques à un taux quasi nul... argent que celles-ci ont immédiatement remplacé... à la BCE elle-même, plutôt que d'acheter des obligations ou de prêter aux entreprises.

Cette situation de crise accélère les tensions et antagonismes entre puissances impérialistes rivales. C'est particulièrement vrai en Europe où l'Union européenne n'a d'union que le nom, théâtre d'antagonismes de plus en plus exacerbés. Illustration tragi-comique : Cameron et Sarkozy lors d'un sommet européen ont failli en venir aux mains ! Plus sérieusement : on annonce à grands renforts de tambours un Fonds européen de solidarité financière de 1000 milliards d'euros... pour avouer quelques semaines plus tard qu'il n'y a que 200 milliards dans ses caisses pour une raison très prosaïque : personne ne paie pour abonder le fonds de garantie et surtout pas ceux qui l'ont préconisé de la manière la plus chaleureuse.

Mais, au-delà même de l'Europe, commencent à se faire jour de puissantes tendances à la dislocation du marché mondial. Certes, on est encore très loin de la situation prévalant au plus fort de la crise des années 30, où cette dislocation, avec l'effondrement des échanges économiques à l'échelle mondiale, était allée à son terme. Mais les prémices commencent à en apparaître. L'OMC (Organisation mondiale du commerce) est au point mort. De nombreux pays ont commencé à prendre des mesures protectionnistes, en particulier décidé de taxes à l'importation : c'est particulièrement le cas des pays d'Amérique latine. La campagne sur le terrain du « protectionnisme européen », voire du « produire et consommer français », accompagne ce mouvement : celui d'une réponse réactionnaire à la crise sur le terrain de la défense de « son » capitalisme contre les autres, et dressant le prolétariat de chaque pays contre le prolétariat des autres pays (voir plus bas).

Conséquences effroyables pour les masses

Les conséquences pour les masses sont épouvantables : d'abord sous la forme du chômage de masse, en particulier pour la jeunesse. En Espagne, en Grèce, le taux de chômage des jeunes avoisine désormais les niveaux qu'il n'atteignait jusque-là que de l'autre côté de la Méditerranée (près de 50 %). Il augmente massivement presque partout en Europe. Partout le pouvoir d'achat diminue fortement sous l'effet des plans augmentant les impôts sur la consommation (TVA), des diminutions de salaire dans le secteur public comme dans le privé, du chômage partiel imposé. Les expulsions de leurs logements de ceux qui ne peuvent plus rembourser les banques s'accroissent dans de nombreux pays. En Espagne, chaque semaine, les familles de travailleurs sont jetées par centaines à la rue... et doivent continuer à payer aux banques pour un logement qu'ils n'ont plus. Les droits en matière de santé sont liquidés. Dans de nombreux pays, les hôpitaux publics étranglés par les mesures gouvernementales ne peuvent plus payer les factures aux laboratoires, lesquels décident... de couper la fourniture de médicaments. Quel concentré de la barbarie capitaliste que la réponse des patrons du laboratoire Roche aux malades privés de médicaments d'un hôpital grec cité par *Le Monde* du 18 décembre : « *Si un hôpital ne peut pas payer, les patients peuvent aller acheter les médicaments dans les pharmacies.* » (*Le Monde* du 18 décembre).

Avant même que la crise ne manifeste toutes ses conséquences pour les masses, on apprend qu'entre 2001 et 2010, en Allemagne, « l'espérance de vie des personnes au revenu les plus faibles est passée de 77,5 ans en 2001 à 75,5 ans en 2010... de 77,9 à 74,1 dans les anciens Etats région d'Allemagne de l'Est. ». Cela doit évidemment être mis en relation avec les mesures du gouvernement Schroöder (les

différents plans Hartz du nom de leur concepteur). Cela éclaire aussi le sinistre alibi de la contre-réforme des retraites : à savoir l'augmentation de l'espérance de vie. Mais cela donne aussi une idée de ce qu'il en sera des mesures accumulées depuis 2008 !

Quant aux Etats-Unis :

« Près de cinq ans se sont écoulés depuis l'éclatement de la bulle immobilière, et quatre ans depuis le début de la récession. Les Etats-Unis ont perdu 6,6 millions d'emplois en quatre ans. Près de 23 millions d'Américains qui voudraient travailler à temps plein ne peuvent trouver un emploi. Près de la moitié de ceux qui sont sans emploi sont des chômeurs de longue durée. Les salaires ont baissé et le revenu réel d'un ménage américain moyen se situe à présent en dessous du niveau de 1997 » (...) Jamais au cours des 60 dernières années, le niveau d'activité économique n'a été qu'à peine supérieur quatre ans après le début de la récession à ce qu'il était avant celle-ci. Le pourcentage de la population active a diminué deux fois plus que durant n'importe quelle récession depuis la Seconde Guerre mondiale », indique Joseph Stiglitz (5 janvier 2012).

Droit au logement, droits en matières de santé, droit à l'instruction (une dirigeante du Parti Populaire en Espagne ne propose-t-elle pas que l'éducation au-delà de 16 ans soit intégralement à la charge des familles !), code du travail et conventions collectives, retraites (le gouvernement canadien vient de supprimer toute définition d'un âge légal de départ à la retraite) : tout doit disparaître. Tout doit être sacrifié à la pérennité du système du profit en crise.

Nulle part, dans les pays capitalistes avancés, la classe ouvrière n'a pu arrêter la déferlante de la bourgeoisie contre ses conditions d'existence

La seule classe qui puisse offrir une alternative à la barbarie dans laquelle le capitalisme enfonce l'humanité chaque jour davantage est la classe ouvrière. Mais force est de constater que, là où elle a des traditions historiques d'organisation les plus profondes et les plus anciennes – dans la vieille Europe en particulier –, elle n'a nulle part été en situation de s'opposer victorieusement à l'offensive de la bourgeoisie. Non qu'elle reste amorphe, confrontée aux plans d'austérité en cascade qui l'accablent. Mais le tableau dressé dans les numéros précédents de CPS depuis le début de l'explosion de la crise demeure. Les travailleurs répondent parfois de manière massive aux appels à la « grève générale » des dirigeants syndicaux, « grèves générales » toujours soigneusement limitées dans le temps et rendues totalement inoffensives par les dirigeants. Et le lendemain de ces « grèves générales » - terme ici totalement galvaudé par les dirigeants -, les gouvernements peuvent tranquillement

mettre en œuvre les plans prévus sans rien en modifier, sauf parfois pour les aggraver.

L'exemple vient d'en être donné en Grande-Bretagne et en Belgique. Le 30 novembre, 2 millions de fonctionnaires britanniques faisaient grève : c'était la plus grande grève depuis janvier 1979. Certes ! Mais le gouvernement Cameron était si assuré de la volonté des dirigeants syndicaux d'éviter tout affrontement réel que, après que Cameron a traité le mouvement de « *pétard mouillé* », le ministre Osborne, la veille même de la grève, en rajoutait une louche en annonçant non seulement le maintien de la contre-réforme des retraites, mais de nouvelles mesures de blocage des salaires au-delà de 2012.

Mêmes caractéristiques pour la grève des fonctionnaires belges. Alors même que la grève avait été suivie massivement (à 100% chez les cheminots par exemple), dès le lendemain, la Chambre adoptait la réforme des retraites.

Les dirigeants syndicaux cadent le mouvement du prolétariat

Mais la direction syndicale des cheminots belges ne fournit-il pas la clef de la tranquille assurance du gouvernement ? "La CGSP-Cheminots mais aussi la CSC ont annoncé la reprise du travail sur le réseau SNCB jeudi à 22h00. (...) « Notre principale revendication a été entendue puisqu'un espace de concertation s'est ouvert et que les mesures de

réforme feront l'objet d'un véritable dialogue social », souligne la CGSP-Cheminots."

A aucun moment, les directions syndicales n'ont formulé en Belgique l'exigence de retrait de la contre-réforme des retraites, ayant pleinement appris la leçon – si toutefois ils

en avaient besoin ! – donnée en 2010 en France par Thibault, Groison, pour ne pas parler de Chêrèque.

Les dirigeants belges appelaient à faire grève contre « l'austérité aveugle » (pour plus de discernement dans l'austérité ?). La dirigeante de la CGIL en Italie de même a protesté contre « le caractère déséquilibré » du plan Monti. Partout, c'est le même discours qui, en fait, légitime les mesures prises. Du reste, en Italie comme en Belgique, c'est toujours en étroite concertation avec les directions syndicales que sont ajustés les différents plans. Le plan Monti a été précédé de quarante-huit heures de concertation avec les syndicats. Et si Di Rupo, pressé par le temps, n'a pu donner en amont de son plan toute la place souhaitable à la concertation, il entend bien se rattraper ensuite comme il

l'a indiqué au Parlement en réponse aux députés qui l'interrogeaient : "Le gouvernement plaide pour une reprise de la concertation et espère que les explications fournies permettront à chacun d'agir en fonction de la gravité de la situation".

La volonté constante des dirigeants syndicaux d'éviter tout affrontement de classe réel contre les plans de la bourgeoisie, en se contentant d'offrir à la colère ouvrière un exutoire périodique sous la forme de pseudo « grèves générales », trouve sa source dans leur prise en charge totale des objectifs de la bourgeoisie, la « critique » ne portant que sur la manière d'atteindre ces objectifs. C'est ce que montre de manière limpide la déclaration commune des principaux dirigeants syndicaux européens.

« Le syndicalisme européen, lui aussi, est vivement préoccupé par la stabilité des finances publiques. »

C'est là une des phrases clef de l' « Adresse commune en vue du Conseil européen du 9 décembre par les secrétaires généraux des CCOO et de l'UGT (Espagne), le président du DGB (Allemagne), du secrétaire général de la CGIL (Italie), de François Chêrèque (CFDT) et de Bernard Thibault (CGT), et des secrétaires généraux de la FGTB et de la CSC (Belgique). »

Dans cette adresse, les dirigeants des principales centrales ouvrières de la zone euro, aux côtés de deux centrales chrétiennes explicitement ou non, la CFDT et la CSC, se posent en « conseillers » des différents gouvernements d'Europe. Ils le précisent : ce n'est pas au nom des intérêts de la classe ouvrière qu'ils parlent, mais au nom de « l'intérêt général », autrement dit du prétendu intérêt commun à toutes les classes. Ce qu'ils se proposent de défendre, ce ne sont pas les conditions d'existence des masses laminées par la crise du capitalisme, c'est la « construction européenne » :

« Le mouvement syndical européen ne défend pas une position partisane : nous cherchons à défendre l'intérêt général et contribuer à la recherche de solutions à la très grave crise politique de l'UE » (...)

« Qui aurait pensé, il y a deux ans à peine, que tant de voix, parfois qualifiées, pourraient envisager une rupture de l'euro ? Un tel scénario, nous le savons, lui ferait perdre tout son sens, voire détruirait le projet européen lui-même qui constitue sans doute une des constructions politiques les plus importantes du XX^e siècle. »

Et les dirigeants syndicaux de faire la leçon aux gouvernements : « Vous devez prendre les mesures de sauvegarde de l'Union européenne. Nous devons ensemble garantir la pérennité du traité de Lisbonne. » Rappelons au passage qu'en adoptant une telle position, Thibault par exemple s'assoie sur la position qui lui avait été imposée par l'appareil de la CGT lui-même qui, en 2005, s'était prononcé contre la Constitution européenne au moment du référendum !

« Fait inédit, les institutions européennes encouragent une profonde érosion du modèle social, dont les valeurs et les principes sont le signe d'identité et la colonne vertébrale de l'Union européenne, ce modèle dont les valeurs et les principes sont inscrits dans le Traité de Lisbonne. Les dirigeants politiques de l'Europe ne sont peut-être pas conscients d'un fait très grave : les

institutions européennes et de nombreuses nations sont en train de briser le pacte social qui avait permis, après la Seconde Guerre mondiale, de construire les Etats Providence européens et le projet commun qui a abouti à l'Union Européenne. »

L'alliance des différents gouvernements de la bourgeoisie contre les prolétariats européens - l'UE - étant ainsi transformée en « pacte social » pour « construire des Etats providence », les dirigeants syndicaux peuvent sans vergogne reprendre à leur compte les objectifs des dits gouvernements pour la « réduction des déficits », la résorption de la dette, objectifs au nom desquels sont élaborés à travers l'Europe tous les plans de liquidation des acquis ouvriers :

« Le syndicalisme européen, lui aussi, est vivement préoccupé par la stabilité des finances publiques. Mais on ne peut atteindre les objectifs de réduction des déficits et des dettes en anéantissant les économies. Le défi, relevable, est d'y parvenir dans des délais réalistes tout en prenant des mesures, européennes et nationales, pour promouvoir la croissance économique et la création d'emploi. »

On le voit, la divergence ne porte que sur la méthode et les délais, nullement sur le but. Et une telle divergence pourra être aplanie par le biais du « dialogue social » auquel appelle finalement la déclaration, permettant que soit scellé un « pacte social », soumettant ainsi le prolétariat à ce but commun.

« Le progrès de l'Union européenne doit se baser sur la cohésion sociale et la solidarité en interne dans les Etats membres, et dans la solidarité et la cohésion politique entre eux. Pour y arriver, en ces moments difficiles, il faut agir dans un cadre commun européen et ainsi renforcer le dialogue social. »

Il n'est sans doute pas utile de détailler les « propositions » de l'appel commun des dirigeants syndicaux : les « euro-obligations » qui consistent à mutualiser la dette pour mieux la payer, la possibilité donnée à la BCE de financer directement les Etats (pour une « bonne » BCE, en quelque sorte, prenant modèle sur la FED ou la Banque d'Angleterre), etc. Car l'essentiel est ailleurs : dans l'offre de service faite par les dirigeants syndicaux de sceller le pacte par lequel les syndicats s'associeraient à l'œuvre commune de la « réduction des déficits » et du rétablissement de la « stabilité des finances publiques ».

Les partis sociaux-démocrates en première ligne pour la mise en œuvre des plans d'austérité

La politique des appareils syndicaux constitue le facteur premier de l'impuissance du prolétariat en Europe (comme aux Etats-Unis) à se dresser victorieusement contre l'offensive bourgeoise. Mais son incapacité à passer par-dessus l'obstacle des appareils, à les déborder, tient aussi à son désarroi politique. La crise profonde, historique du mode de production capitaliste pose évidemment la question de l'alternative politique à ce système failli. L'obscurité profonde dans laquelle se trouve le prolétariat à cet égard hypothèque sérieusement sa capacité à s'engager y compris dans le combat défensif pour la préservation de ses acquis. La liquidation de la propriété d'Etat en Russie, en Chine permet aujourd'hui aux partis issus du mouvement ouvrier de se présenter sans retenue aucune comme les défenseurs les plus conséquents du système capitaliste en crise, de présenter ce système comme historiquement indépassable au moment même où sa crise pose en réalité la nécessité urgente d'en finir avec lui.

Pour l'essentiel, là où ils existent, ces partis sont les partis sociaux-démocrates, les ex-partis staliniens ayant un poids électoral résiduel (mais une influence non négligeable dans les appareils syndicaux). Remarquons-le : au Portugal, en Espagne, en Grèce, ce sont ces partis qui ont vertébré les gouvernements qui ont porté les plus violentes attaques contre la classe ouvrière. Remarquons que dans une sorte de ballet parfaitement ordonné, ils ont eux-mêmes passé le relais aux partis bourgeois pour continuer la besogne, qu'exsangues, ils ne pouvaient continuer à mener à bien. En Grèce, c'est Papandréou lui-même qui, en collaboration

avec le parti bourgeois de la « Nouvelle Démocratie », a créé les conditions de constitution du gouvernement Papademos, qui inclut en son sein un parti d'extrême-droite et des ex néo-nazis (dont un ancien représentant de la Junte des colonels), sans que la moindre voix dans les PS en Europe ait cru bon de protester. En Espagne, Zapatero a décidé lui-même de précipiter les élections dont le résultat était donné d'avance : à savoir la plus sévère défaite électorale du PSOE depuis qu'à la mort de Franco il a pu se présenter aux élections. Aujourd'hui, ce n'est nullement un hasard si c'est le dirigeant du Parti socialiste Di Rupo qui est chargé à la tête du gouvernement de mettre en œuvre les mesures anti-ouvrières que la crise politique belge avait trop longtemps différées. Partout, les intérêts électoraux mêmes des partis sociaux-démocrates s'effacent derrière le but suprême : bander toutes les forces pour sauver le système capitaliste en faillite.

Ainsi le prolétariat se trouve dans une impasse politique redoutable : en l'absence de parti révolutionnaire, et pour chasser les partis bourgeois du pouvoir, il ne peut se tourner que vers les partis sociaux-démocrates, là où ils existent. Et il peut constater dans tous les pays où ces partis sont au pouvoir, qu'ils s'en prennent avec la même violence que les partis bourgeois à leurs conditions d'existence. Il ne fait aucun doute que le prolétariat finira par briser cette camisole de force politique dans laquelle il se trouve actuellement emprisonné. Mais force est de constater que tel n'est pas le cas jusqu'à présent.

Le prolétariat demeure la seule classe révolutionnaire

En France comme dans toute l'Europe, le prolétariat n'a donc pas été en mesure à ce jour de stopper l'offensive destructrice de la bourgeoisie. Cette dernière est pourtant incapable d'échapper au chaos économique et politique que son propre mode de production engendre. Elle est incapable de juguler la crise ; elle est tout aussi incapable de rétablir un ordre un tant soit peu stable là où pourtant elle a fait ou fait intervenir tous les moyens de destruction et de mort dont elle dispose dans ce but. On le voit avec l'explosion du gouvernement irakien dès le lendemain du départ des troupes US ; on le voit avec l'enlisement sans issue en Afghanistan ; on le voit encore avec l'incapacité du régime mis en place en Libye à éviter les affrontements entre bandes armées rivales.

Quant au prolétariat, ceux qui, de son impuissance actuelle en Europe (mais aussi aux USA), tirent la conclusion qu'il est incapable historiquement d'ouvrir une issue à la crise de l'humanité, en seront pour leur frais. Il est inéluctable qu'à un terme que nul ne connaît, il ne finisse pas se dresser contre le sort que l'impérialisme lui réserve. Il y en a quelques signes clairs. Si en Egypte, en Tunisie, le balancier de l'histoire penche aujourd'hui du côté de la réaction (voir article dans ce numéro de CPS), en même temps, sous le feu de la répression, une génération s'éduque dans le combat contre l'alliance réactionnaire de l'appareil de répression et

de l'islamisme. Ce numéro de CPS tente aussi de tirer les leçons de la mobilisation puissante des étudiants chiliens adossée au prolétariat. Marx notait déjà qu'au-delà du résultat immédiat de la lutte, ce qui était déterminant était la conscience de la nécessité pour le prolétariat de s'organiser. A cet égard, la grève générale des ouvriers du pétrole au Kazakhstan, écrasée par la dictature sanguinaire qui y sévit, a posé au-delà du combat pour l'augmentation des salaires, celle de la constitution d'un syndicat indépendant du pouvoir et des patrons. Plus importante encore est la puissante vague de grèves qui a déferlé sur les usines en Chine, le pays où se trouve aujourd'hui concentré le plus puissant prolétariat du monde.

Mais l'obstacle principal demeure, à l'échelle mondiale, la décomposition, la putréfaction des sommets du mouvement ouvrier, le fait que ces sommets se dressent en défense du mode de production capitaliste alors même que nulle part ne se sont construits de véritables partis ouvriers révolutionnaires, une Internationale Ouvrière révolutionnaire.

Pour les militants de notre Groupe, réunis autour du bulletin « Combattre pour le Socialisme », œuvrer à la construction de tels partis, d'une telle internationale, consiste à regrouper en France les premiers éléments d'une force soudée sur un programme révolutionnaire.

En France, le combat pour la construction du Parti Ouvrier révolutionnaire...

Toutes les forces politiques issues du mouvement ouvrier visent à fermer toute issue au prolétariat. La campagne du

candidat du PS, Hollande, est accablante pour les travailleurs de ce pays. C'est sur le terrain de la défense du

« AAA » des agences de notation qu'il mène campagne. Retraites, Sécurité sociale, enseignement, immigration : chacune de ses prises de position constitue un acte d'allégeance à la bourgeoisie où il rivalise d'ardeur avec Sarkozy pour se présenter comme le meilleur défenseur du capitalisme français. Ce faisant, il ouvre un boulevard à Marine Le Pen qui peut espérer prospérer électoralement non seulement dans la petite bourgeoisie mais dans les couches les plus désemparées du prolétariat.

L'union nationale qui s'est réalisée de Sarkozy à Mélenchon sur le terrain réactionnaire du « produire français », la même union qui prévaut – jusqu'au NPA – sur le terrain de la pseudo « taxation sur les transactions financières », l'accord non moins unanime sur la nécessité de faire payer d'une manière ou d'une autre aux travailleurs la dette aux « banksters », cela procède d'un accord plus fondamental : pour tous ceux-là, ce qui doit perdurer, c'est

le système capitaliste lui-même avec son cortège de misère pour les masses.

A l'inverse, il faut dire : la crise chaque jour plus profonde du système capitaliste illustre la formule de Lénine figurant en en tête de notre bulletin : « *On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme* », si l'on ne substitue au régime du profit une économie ordonnée par les besoins des masses, ce qui suppose l'expropriation des grands moyens de production et d'échanges, à commencer par les banques.

A l'inverse des discours réactionnaires sur le « produire français », il faut opposer le combat pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe qui supposent de combattre partout, dans chaque pays, pour chasser les gouvernements bourgeois, en France le gouvernement Sarkozy-Fillon auquel jusqu'au bout il faut tenter d'infliger une défaite politique.

**...et dans ce cadre le combat pour la rupture des directions syndicales
avec le gouvernement et le MEDEF**

Dans ce but, il faut inlassablement combattre pour rompre la tutelle mortelle des directions des organisations du mouvement ouvrier, en particulier des syndicats, par rapport à la bourgeoisie, soumission qui se concentre dans leur reconnaissance officielle selon laquelle il appartiendrait au prolétariat de payer la dette. Il faut combattre pour la rupture des directions syndicales avec le gouvernement Sarkozy et le MEDEF ; et tant que cela est possible, pour le boycott par les directions syndicales du « sommet social » du 18 Janvier.

Dans ce combat, on peut prendre appui sur ce qui vient de se passer dans l'enseignement, qui est instructif. La réalisation du Front Unique des organisations syndicales pour le retrait du projet de décret du gouvernement portant sur l'évaluation des enseignants, la décision de la FSU de ne pas se rendre à la concertation sur ce projet, ont contraint le gouvernement à reporter son projet. Il serait hasardeux de faire des pronostics sur la durée de cette rupture. La direction de la FSU, au moment même où elle prend cette décision, et dans la même lettre où elle l'annonce, indique au gouvernement qu'elle n'a pas de souhait plus cher que celui de retrouver sa place habituelle à la table

gouvernementale. Mais cet épisode contient deux leçons fondamentales. Premièrement, sans la participation des directions syndicales, le gouvernement est immédiatement en difficulté. Deuxièmement, même affaiblis par la politique des appareils dirigeants, les syndicats demeurent des syndicats de classe et c'est la contradiction entre le caractère de classe du syndicat et la nature bourgeoisie de l'appareil qui se manifeste à travers la prise de position de la direction de la FSU dans ce cas précis.

Les militants du Groupe pour la construction du Parti Ouvrier révolutionnaire, à la mesure de leurs moyens, prennent toute leur place dans ce combat pour la rupture des directions des organisations du mouvement ouvrier avec le gouvernement et la bourgeoisie. Ce combat est partie intégrante de la bataille pour regrouper une avant-garde pour défaire le gouvernement Sarkozy-Fillon, en finir avec lui ; et au-delà pour le gouvernement ouvrier, pour le socialisme.

Tel est le combat que nous menons, à l'échelle de nos forces. Nous invitons les lecteurs de CPS à s'y associer.

Le 5 janvier 2012

